



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 03 JUIL. 2023

portant prescriptions complémentaires à la société LAVALSACE à HERRLISHEIM
concernant ses rejets atmosphériques

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2021 codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société LAVALSACE à HERRLISHEIM au 16 rue du Ried, Zone Industrielle ;
- VU** le rapport d'inspection du 15 février 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées suite à l'inspection du 07 octobre 2022 ;

CONSIDÉRANT les résultats des contrôles des rejets atmosphériques de ces dernières années qui ont soit révélé des résultats hétérogènes, soit un résultat conforme mais non représentatif notamment pour l'année 2021 ;

CONSIDÉRANT qu'il n'a pas été possible de corréliser les citernes lavées aux rejets quantifiés dans les contrôles de rejets atmosphériques réalisés ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mieux détailler les conditions opératoires des contrôles des rejets atmosphériques de manière à pouvoir mieux exploiter les résultats des contrôles des rejets atmosphériques ;

CONSIDÉRANT que les produits ayant été contenus dans les citernes lavées par Lavalsace sont pour la plupart des produits dangereux au sens du règlement CLP (le règlement européen n° 1272/2008, est dit CLP pour classification, étiquetage et emballage des substances et des mélanges) ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la fréquence des contrôles des rejets atmosphériques à une fréquence trimestrielle au lieu d'annuelle sur une durée d'un an permettra d'avoir une meilleure vision sur les rejets de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il existe une problématique récurrente de nuisance olfactive provenant vraisemblablement de la zone industrielle du RIED où LAVALSACE exploite ses installations ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société LAVALSACE sise au 16 rue du RIED Zone Industrielle, 67850 HERRLISHEIM, est ci-dessous dénommée l'exploitant.

ARTICLE 2 : REJETS ATMOSPHÉRIQUES

2.1 – CONDITIONS OPÉRATOIRES DES CONTRÔLES

Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques rapportent le nombre de citernes lavées, le code client, le nom de chaque produit et les mentions de danger du produit ayant été contenu dans les citernes lavées pendant la prise d'échantillon.

2.2 – FRÉQUENCE DES CONTRÔLES

La fréquence indiquée à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé est augmentée à une fréquence trimestrielle. Après quatre mesures consécutives présentant des résultats conformes aux valeurs limites d'émissions indiquées à l'article 3.2.2.3 de l'arrêté préfectoral susvisé (en concentration et en flux), la surveillance est portée à une fréquence annuelle. Une estimation du flux annuel est donnée.

2.3 – RECHERCHE EXPLORATOIRE DES COV ANNEXE III ET CMR

L'exploitant identifie les produits, les substances contenant des COV (annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998) et les substances de mentions de danger H340, H341, H350, H351, H350i, H360D ou H360F parmi la liste des produits acceptés et des substances acceptées dans les installations de lavage indiquées à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé. Cette liste est remise à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois.

Sur deux campagnes de mesures réalisées dans l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise des recherches exploratoires de COV (annexe III dans ses rejets (les émissaires de la station de lavage et l'évent de l'évaporateur)) et les substances de mentions de danger H340, H341, H350, H351, H350i, H360D ou H360F. Les mesures sont réalisées judicieusement en fonction de la liste qu'il aura fournie au regard du paragraphe précédent.

2.4 – IDENTIFICATION DES PRODUITS ODORANTS

L'exploitant établit une liste permettant de recenser les produits/substances odorants parmi la liste des produits/substances acceptés dans les installations de lavage indiquée à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Cette liste est remise à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois. La fréquence/récurrence de traitement de ceux-ci est précisée.

2.5 – BILAN MATIÈRES

L'exploitant établit un bilan matière des rejets lorsque des COV sont potentiellement émis et détermine notamment la part de rejets captés par rapport aux rejets diffus.

ARTICLE 3 :

3.1 - MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

3.2 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

3.3 - EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;
- la société LAVALSACE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de HAGUENAU-WISSEMBOURG,
- au maire de HERRLISHEIM.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire général

Mathieu DUHAMEL

